Entrée et maintien dans le métier des enseignantes et des enseignants au Burkina Faso : Entre discours et réalités

NOTE D'ORIENTATION

Cette publication est une note d'orientation produite dans le cadre de l'appel à projets de recherche "Entrée et maintien dans le métier des enseignantes et enseignants" du Programme APPRENDRE, porté par l'Agence Universitaire de la Francophonie sur financement de l'Agence Française de Développement.

Les points de vue exprimés et les propos contenus dans ce document n'engagent que leurs auteurs et ne sauraient être considérés comme constituant une prise de position de l'AUF.

I. PROBLÉMATIQUE

Cette recherche porte sur les conditions d'entrée et de maintien des enseignants dans le métier au Burkina Faso. Elle a pour objectif d'analyser les politiques en place, les pratiques d'accompagnement, ainsi que les défis et les pistes de solutions envisageables. L'un des constats majeurs est que le besoin en enseignants reste important alors même que le taux d'attrition demeure préoccupant. Parmi les recommandations figure la nécessité de mieux préparer les enseignants dès leur entrée dans la profession, ainsi que la mise en place d'un observatoire de l'entrée et du maintien.

II. MESSAGES CLÉS DE LA RECHERCHE

- La question centrale de la recherche est la suivante : comment s'effectue l'entrée dans le métier d'enseignant et quels sont les dispositifs permettant de favoriser le maintien afin de capitaliser sur l'expérience et l'expertise des enseignants ?
- Ce problème reste mal maîtrisé par les pouvoirs publics, ce qui entraîne des réponses insuffisantes et souvent tâtonnantes. Bien que le gouvernement se montre attentif aux revendications exprimées parfois par des mouvements de grève, les réponses apportées n'ont pas produit les effets attendus et le malaise se poursuit.
- Les enseignants constituent les principaux bénéficiaires des résultats de cette recherche, mais les encadreurs pédagogiques et les décideurs à différents niveaux sont également directement concernés.

III. CONTEXTE

La connaissance approfondie des processus d'entrée et de maintien dans le métier d'enseignant constitue aujourd'hui un enjeu central pour l'amélioration de la qualité de l'éducation. Elle conditionne la mise en place d'un accompagnement adapté des enseignants tout au long de leur carrière. Sur le plan social, éducatif et politique, l'enjeu est de revaloriser la profession afin d'accroître la satisfaction des enseignants et, sur le plan pédagogique, d'améliorer la qualité des apprentissages.

Au Burkina Faso, malgré des mesures gouvernementales visant à rehausser les revenus et à mieux structurer les carrières, l'attrition demeure significative et le mécontentement persiste.

IV. PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE MÉTHODOLOGIE DE CETTE RECHERCHE

La recherche a consisté à analyser les politiques éducatives au Burkina Faso à travers les conditions d'entrée et d'exercice du métier d'enseignant aux niveaux primaire, post-primaire et secondaire, en mettant en évidence les forces, les faiblesses, les opportunités et les risques. La collecte des données a reposé à la fois sur des questionnaires et sur des entretiens. Les questionnaires, adaptés aux différents groupes d'acteurs (enseignants du primaire, enseignants du post-primaire et secondaire, encadreurs), ont permis de recueillir des données quantitatives. Les entretiens, menés auprès de responsables d'établissements, de structures de formation, de services déconcentrés et centraux, ainsi que de représentants d'ONG, d'associations de parents et de syndicats, ont permis de compléter et d'approfondir les informations recueillies. Cette double approche a permis d'allier représentativité et profondeur d'analyse.

V. RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

Les résultats révèlent des situations intéressantes, en rupture avec les convictions antérieures d'insatisfaction générale vis-à-vis de l'entrée et du maintien des enseignants dans le métier en Afrique (Huberman, 1989 ; Sana, 2000). En effet, il apparaît de manière inattendue que les enseignants burkinabè expriment des niveaux de satisfaction très élevés sur ces dimensions. Ainsi, au niveau des processus de recrutement, les textes administratifs sont généralement respectés et les enseignants se déclarent satisfaits du processus. De même, la collaboration entre enseignants, ainsi qu'entre enseignants et hiérarchie administrative et pédagogique, est perçue de manière très positive. Ces résultats pourraient s'expliquer par les réformes importantes (administratives et financières) mises en œuvre par le Burkina Faso pour valoriser la fonction enseignante.

Quelques données clés

Relation entre la pratique administrative et les textes officiels sur l'entrée et le maintien

Les recrutements se font conformément aux textes régissant les concours, les tests d'intégration et les nouvelles mesures. Le principal mode de recrutement est le concours direct (58%), suivi de la formation initiale et du test d'intégration (38,9%) ; les mesures nouvelles représentent une très faible proportion (1,5%).
En termes d'appréciation, la majorité des enseignants (87%) se déclarent satisfaits du processus, soulignant le respect des textes, la transparence et l'adéquation des épreuves. La formation initiale est également jugée satisfaisante par 74% des enseignants, quelle que soit sa durée.

Relation entre la satisfaction des besoins des enseignants et le maintien dans le métier

Les enseignants expriment une grande satisfaction tant sur le plan relationnel que matériel :

- Relations entre collègues : 91% de satisfaction
- Relations avec les directeurs/chefs d'établissement : 92%
- Relations avec les encadreurs pédagogiques : 90%

Les directeurs et encadreurs pédagogiques partagent cette perception positive.
La reconnaissance sociale est également perçue positivement, bien que différemment selon les niveaux d'enseignement : 73% de satisfaction pour le primaire, 63% pour le post-primaire et secondaire.

La promotion dans la carrière est plus mitigée : 57% des enseignants se déclarent satisfaits, contre 42% insatisfaits. Les enseignants du primaire sont satisfaits à 60%, contre 46% pour ceux du post-primaire et secondaire.

En revanche, les conditions matérielles de travail restent un point faible : 70% des enseignants s'y déclarent insatisfaits. La charge de travail suscite également une insatisfaction majoritaire (55%).

Relation entre le harcèlement au travail et le maintien dans le métier

L'analyse montre l'existence de certaines formes de violences susceptibles de nuire au maintien des enseignants :

- Harcèlement psychologique : 34,8%
- Intimidations : 32,4%
- Violences basées sur le genre : 25,6%
- Harcèlement sexuel : 7,2%

Cependant, le vécu réel de ces phénomènes semble marginal : 1,5% des enseignants déclarent avoir été confrontés au harcèlement sexuel sur le terrain, 7,1% au harcèlement psychologique, 6,6% aux intimidations et 5,2% aux discriminations basées sur le genre.

En général, ces résultats contrastent avec les conclusions de recherches précédentes sur la satisfaction des enseignants en Afrique (Sana, 2000 ; Ndoye, 2002). Cette satisfaction pourrait être liée aux réformes menées par le gouvernement burkinabè pour revaloriser la fonction enseignante, notamment : mandatement accéléré, avancements réguliers, dotation de trousseaux pédagogiques, bonification d'échelon et adoption d'un statut autonome valorisant.

En matière de perception des revenus, les enseignants restent toutefois fortement insatisfaits des aspects financiers et matériels, à l'entrée et tout au long de la carrière, ce qui contraste avec certaines études antérieures (Mingat et Suchaut, 2000) suggérant que les enseignants du Sahel seraient parmi les mieux rémunérés de 57 pays du tiers monde étudiés.

VI. RECOMMANDATIONS PRINCIPALES

Valorisation des résultats de la recherche

Les travaux de recherche menés par l'équipe du Burkina Faso ont été suspendus pour des raisons apparemment politiques. De ce fait, les actions prévues pour la valorisation des résultats n'ont pas été réalisées, à l'exception de la conduite de quatre mémoires professionnels. Nous proposons donc la reprise et la poursuite des actions de valorisation initialement prévues, en impliquant l'ensemble des acteurs concernés (ministère, université, ENS, acteurs de terrain).

Ces actions pourraient démarrer dès le début de l'année 2026. Certaines donneront des résultats dans le courant de l'année, tandis que d'autres nécessiteront un suivi à plus long terme, comme la mise en place d'un observatoire sur l'entrée et le maintien des enseignants dans le métier en Afrique. L'objectif est de renforcer l'impact du projet, conformément aux attentes du ministère de l'Éducation nationale et de ses différents partenaires.

Mise en place de mesures d'accompagnement à l'entrée et au maintien des enseignants

L'un des mémoires professionnels réalisés après la fin de la recherche, portant sur l'accueil des nouveaux enseignants, a mis en évidence l'absence d'un dispositif adapté. L'accueil est généralement jugé insatisfaisant par les enseignants débutants.

Nous proposons d'améliorer la situation par une expérimentation à plus grande échelle de l'outil d'accueil conçu par l'étudiant, et d'étendre son usage à la phase de maintien dans le métier. Cet outil pourrait être adopté au niveau national.

L'étudiant auteur du mémoire, en collaboration avec l'équipe de recherche, devrait poursuivre cette expérimentation à partir de 2026, avec le concours du corps d'encadrement des enseignants et le soutien administratif du ministère de l'Éducation nationale. Les résultats attendus permettront de rendre plus cohérent et efficace le dispositif d'accueil et de maintien, évitant ainsi que les enseignants soient déstabilisés dès le début de leur carrière.

Appropriation et approfondissement des résultats de la recherche

L'équipe du Burkina Faso avait prévu d'organiser des ateliers de partage avec les autorités du ministère de l'Éducation nationale et l'ensemble des acteurs impliqués. Cette démarche n'a pas pu être réalisée, l'AUF n'ayant pas donné son aval, ce qui a limité la diffusion des résultats.

Par ailleurs, les mémoires professionnels conduits sur des échantillons restreints (notamment sur la satisfaction des enseignants) n'ont pas totalement confirmé les résultats de la recherche.

Nous proposons donc d'organiser des ateliers de partage et de diffusion, et de poursuivre la recherche afin d'approfondir les résultats. Les laboratoires concernés — le LAPAME (Laboratoire de psychopédagogie, andragogie, mesure et évaluation, et politiques éducatives) et le LAREF (Laboratoire de recherche en éducation et formation) —, en collaboration avec l'équipe nationale, pourraient porter ces actions dès 2026, sous réserve de l'accord de l'AUF.

Mise en place d'un observatoire

La création d'un observatoire de l'entrée et du maintien des enseignants dans le métier en Afrique de l'Ouest constituait l'action la plus prometteuse pour assurer une meilleure visibilité, une meilleure pérennité et une meilleure connaissance de cette problématique, au bénéfice de l'ensemble des acteurs et en particulier des pouvoirs publics. L'interruption inopinée de la recherche a laissé cette initiative en suspens.

Nous proposons de relancer ce projet, en impliquant les équipes des différents pays africains, afin de construire ensemble un dispositif opérationnel. L'objectif serait de mettre en place un observatoire fonctionnel dans un délai de trois ans à partir de 2026.

Cet observatoire permettrait de produire et de partager régulièrement des données fiables, renforçant ainsi la maîtrise et la visibilité de la question au profit des chercheurs et des acteurs éducatifs de toute la sous-région.

CONCLUSION

La recherche a permis de mettre en évidence que les textes encadrant l'entrée et le recrutement des enseignants sont globalement appliqués et appréciés par les acteurs. Toutefois, l'accompagnement à l'entrée et dans le maintien reste insuffisant, confirmant l'hypothèse d'un besoin accru dans ce domaine. Les enseignants burkinabè expriment une satisfaction certaine vis-à-vis des procédures de recrutement, mais soulignent également les limites de la formation initiale et continue, ainsi que des conditions matérielles de travail.

Les résultats constituent une base utile pour orienter les politiques éducatives. Ils indiquent qu'il convient de renforcer la formation initiale et continue, d'améliorer l'encadrement pédagogique, d'accompagner davantage les enseignants dès leur entrée et de consolider les acquis tels que le climat relationnel positif observé. Les perspectives à venir concernent la diffusion élargie des résultats, l'expérimentation de nouveaux dispositifs d'accueil et de suivi, ainsi que la mise en place d'un observatoire qui permettrait de partager des données fiables et renouvelées à l'échelle de la sous-région.

Auteurs de l'étude

VALLEAN Tindaogo, Enseignant-chercheur, Professeur Titulaire
S**AWADOGO François**, Enseignant-chercheur, Professeur Titulaire
YAGO Iphigénie Aïdara, Enseignant-chercheur, Maître-Assistant
NAGNON Alphonse, Enseignant-chercheur, Maître-Assistant,
DIABOUGA Yombo Paul, Enseignant-chercheur, Assistant

Scannez ce code QR pour lire l'intégralité de l'étude :

Contact

✉ tvallean36@gmail.com